

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Mauricie et Centre-du-Québec

Dossier : CM-2019-6134

Dossier accréditation : AQ-1003-3338

Montréal, le 2 décembre 2019

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Ville de Plessisville
Employeur

et

Syndicat national des employés municipaux de Plessisville
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés à l'exception des policiers ainsi que des personnes automatiquement exclues par l'article 2, paragraphe a, sous-paragraphes 1, 2 et 3 de la loi. »

De : **Ville de Plessisville**
1700, rue Saint-Calixte
Plessisville (Québec) G6L 1R2

Établissement visé :
1700, rue Saint-Calixte
Plessisville (Québec) G6L 1R2;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M^{me} Lydia Laquerre
Pour l'employeur

DB/ÉL/mg